

## **GE\_GERICHTE ACJC/1024/2025 vom 4. August 2025**

GE Cour de justice, 2025-08-04, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_acjc\\_1024\\_2025](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_acjc_1024_2025)

FR: GE\_GERICHTE ACJC/1024/2025 du 4 août 2025

IT: GE\_GERICHTE ACJC/1024/2025 del 4 agosto 2025

### **Volltext**

Le présent arrêt est communiqué aux parties, ainsi qu'à l'Office des faillites, à l'Office des poursuites, au Registre du commerce et au Registre foncier, par plis recommandés du 4 août 2025.

REPUBLIQUE ET

CANTON DE GENEVE POUVOIR JUDICIAIRE C/11245/2025

ACJC/1024/2025 ARRÊT DE LA COUR DE JUSTICE Chambre civile DU LUNDI 4 AOÛT 2025

Entre A\_\_\_\_\_ SA, sise \_\_\_\_\_ [GE], recourante contre un jugement rendu par la 10ème Chambre du Tribunal de première instance de ce canton le 26 juin 2025, et B\_\_\_\_\_ CAISSE DE COMPENSATION, sise \_\_\_\_\_ [AG], intimée.

- 2/4 -

C/11245/2025 Vu, EN FAIT, le jugement JTPI/8073/2025 rendu le 26 juin 2025 par le Tribunal de première instance dans la cause C/11245/2025-10 SFC, prononçant la faillite de A\_\_\_\_\_ SA, communiqué pour notification à la partie recourante par pli recommandé du 2 juillet 2025 distribué le lendemain; Vu le recours formé le 14 juillet 2025 à la Cour de justice par A\_\_\_\_\_ SA contre ce jugement, aux termes duquel celle-ci a allégué avoir payé la dette et être solvable; Attendu qu'aucun document n'a été produit dans le délai de recours, venu à échéance le 14 juillet 2025, démontrant sa solvabilité; Que des pièces ont été produites après l'échéance de ce délai; Considérant, EN DROIT, qu'à teneur de l'art. 174 al. 2 LP, l'autorité de recours peut annuler le jugement de faillite lorsque le débiteur rend vraisemblable sa solvabilité et qu'il établit par titre que la dette, intérêts et frais compris, a été payée (ch. 1), que la totalité du montant à rembourser a été déposée auprès de l'autorité de recours à l'intention du créancier (ch. 2) ou que le créancier a retiré sa réquisition de faillite (ch. 3); que ces deux conditions, soit, premièrement, le paiement de la dette à l'origine de la faillite, le dépôt de la totalité de la somme à rembourser ou le retrait de la requête de faillite et, deuxièmement, la vraisemblance de la solvabilité, sont cumulatives (arrêt du Tribunal fédéral 5A\_949/2023 du 7 février 2024, consid. 3.1.1); Que selon la jurisprudence, le titre visé par l'art. 174 al. 2 LP doit être produit avant l'expiration du délai de recours (ATF 139 III 491 consid. 4.4; 136 III 294 consid. 3), toute pièce produite postérieurement à ce terme étant irrecevable (arrêt du Tribunal fédéral 5A\_471/2023 du 12 octobre 2023 consid. 3.1.2 et les références citées); qu'il n'est pas admissible de fixer un délai pour produire des pièces ultérieurement à l'échéance du délai de recours (arrêt du Tribunal fédéral 5A\_83/2024 du 13 mars 2024, consid. 4.1); Qu'en l'espèce, la partie recourante n'a pas fourni, dans le délai de recours, les pièces rendant vraisemblable sa solvabilité; Que les conditions posées par l'art. 174 al. 2 LP font ainsi défaut; Que le recours est dès lors manifestement infondé, de sorte qu'il sera rejeté d'entrée de cause et sans débats

(art. 322 al. 1 in fine CPC); Que les frais judiciaires de recours, arrêtés à 220 fr., seront mis à la charge de la partie recourante qui succombe (art. 106 al. 1 CPC) et compensés avec l'avance de frais fournie, qui reste acquise à l'Etat de Genève (art. 111 al. 1 CPC);

- 3/4 -

C/11245/2025 Qu'il n'y a pas lieu d'allouer de dépens à la partie intimée, qui n'a pas été invitée à se déterminer devant la Cour de céans (art. 95 al. 3 let. b CPC). \* \* \* \* \*

- 4/4 -

C/11245/2025 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable le recours formé le 14 juillet 2025 par A\_\_\_\_\_ SA contre le jugement JTPI/8073/2025 rendu le 26 juin 2025 par le Tribunal de première instance dans la cause C/11245/2025-10 SFC, déclarant A\_\_\_\_\_ SA en état de faillite. Au fond : Rejette ce recours. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires du recours à 220 fr., les met à la charge de A\_\_\_\_\_ SA et dit qu'ils sont compensés avec l'avance de frais fournie, qui reste acquise à l'Etat de Genève. Dit qu'il n'est pas alloué de dépens de recours. Siégeant : Madame Nathalie RAPP, présidente ad interim; Madame Ursula ZEHETBAUER GHAVAMI, Madame Stéphanie MUSY, juges; Madame Marie-Pierre GROSJEAN, greffière. La présidente ad iterim : Nathalie RAPP

La greffière : Marie-Pierre GROSJEAN

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF indifférente (art. 74 al. 2 let. d LTF).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.